Le maire de Ris-Orangis menacé de décapitation après un hommage à Samuel Paty, des menaces similaires visant des élus d'Ile-de-France (Màj : pour Facebook cela n'enfreint pas les règles de la communauté)

12/11/2020 à 21h41



[…] ***"Vous insultez notre profète, alors nous vous arracherons vos cous impurs"***. "Ils sont d'une extrême violence. Ce sont des appels au meurtre", affirme-t-il.

La municipalité s'empresse alors de les signaler à Facebook, mais la réponse interpelle. "Nous avons examiné le commentaire que vous nous avez signalé et nous avons déterminé qu'il n'allait pas à l'encontre de nos standards de la communauté. Nous ne supprimerons donc pas ce commentaire", a ainsi répondu le réseau social. "L'inertie de Facebook est affligeante", déplore l'édile, qui a déposé plainte contre X. Contacté par Capital, Facebook n'a pas réagi à ces informations. […]

Capital

Les menaces ont été postées sur la page Facebook de Stéphane Raffalli, le maire socialiste de Ris-Orangis, en commentaire d'une publication sur un hommage rendu au professeur assassiné. Des faits similaires visant des élus ont été constatés en Ile-de-France.

*« **Ô français haineux, vous insultez notre prophète Muhammad, alors nous vous arracherons vos cous impurs…** »* Lundi dernier, à peine quelques heures après l'hommage rendu à Samuel Paty dans les établissements scolaires, Stéphane Raffali, le maire socialiste de Ris-Orangis, a découvert ce message menaçant posté à plusieurs reprises et depuis différents comptes sur sa page Facebook. Tous sont accompagnés du même dessin : un homme de dos, qui tient un poignard dans l'une de ses mains. (…)

Environ une heure plus tard, quatre ou cinq commentaires, tous identiques, sont publiés en dessous de ce post. Très vite, l'équipe du maire fait des captures d'écran de ces messages, avant d'en flouter le contenu. *« Ils sont d'une extrême violence, commente l'édile. Ce sont des appels au meurtre. »* (…)

Depuis la décapitation de ce professeur, ces faits sont en nette hausse. Au niveau national, près de 200 enquêtes ont été ouvertes au cours de la dernière semaine d'octobre pour apologie du terrorisme, menaces de mort, injures ou provocations à la haine en lien avec cet assassinat.

Le Parisien